



F

léchissement de la croissance

En 2008, le Produit intérieur brut (PIB) de La Réunion exprimé en monnaie constante a progressé à un rythme estimé à 3,1 % d'après les premiers résultats issus des comptes rapides. Il s'agit là du moins bon résultat depuis 1996. La croissance 2008 est inférieure de 1,3 point à celle de 2007. Comparé à l'ensemble de la France, ce résultat est toutefois honorable. Confrontée à la crise internationale, l'activité économique nationale n'a progressé que de 0,4 % en volume.

L'évolution du PIB en valeur (+ 6,9 %) a été supérieure à celle des deux années précédentes. Le PIB a augmenté de 950 millions d'euros pour s'établir à 14,7 milliards d'euros. Ce bon résultat a été fortement entamé par une hausse des prix particulièrement importante. La hausse des prix globale moyenne des composantes du PIB est estimée à 3,7 %. Elle est tirée vers le haut par les prix des investissements, toujours en hausse rapide, tandis que les prix des biens consommés rebondissent après avoir décéléré en 2007. La hausse de prix des biens investis est estimée à + 5,3 %, elle résulte de la hausse des coûts de la construction et des biens d'équipement. Les prix à la consommation augmentent de + 2,9 % en moyenne annuelle (après + 1,4 % en 2007). Les produits alimentaires hors produits frais et les produits pétroliers contribuent pour plus de la moitié à cette augmentation. Les prix des consommations intermédiaires augmentent de 4,2 % en moyenne (+ 3,6 % hors carburants).

La consommation reste le principal moteur de la croissance

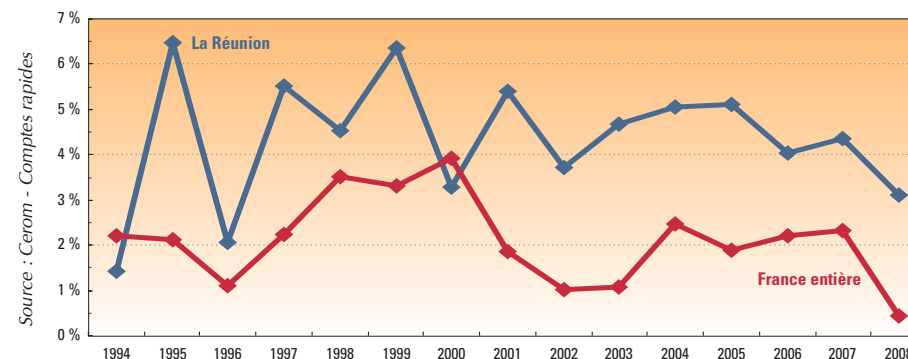
La consommation des ménages a crû de 2,2 % en volume en 2008 contre 4,8 % en 2007. Elle reste, malgré tout, le principal moteur de la croissance. Au second rang, l'investissement continue de ralentir : + 4,6 % après + 7,5 % en 2007 et + 11,0 % en 2006. L'investissement en BTP continue de progresser mais à un rythme moins important sous l'effet de la fin des grands chantiers entamés les années précédentes. En ce qui concerne le logement, les encours de crédits à l'habitat croissent moins vite (+ 7,1 % contre + 11,1 % en 2007). Enfin les importations de biens d'équipement augmentent de 9,2 % (hors automobile de tourisme) après, il est vrai, une baisse de 2,5 % en 2007.

Après avoir fortement augmenté en 2007, le tourisme progresse de 2,9 % et contribue peu à la croissance. La production des services non marchands génère 0,7 point de croissance.

Contrairement à 2007, la balance commerciale s'est fortement dégradée. Les importations ont augmenté de 6,0 % en volume et de 12,6 % en valeur sous l'effet notamment de la hausse des produits pétroliers (+ 53 %). Dans le même temps les exportations ont diminué de 5,1 %. L'impact du commerce extérieur sur la croissance redevient très négatif.

Profils de croissance Réunion et France

Taux de croissance en volume, en %



Décélération de l'ensemble des secteurs économiques

Tous les secteurs connaissent un ralentissement de leur activité, en particulier le BTP dont la valeur ajoutée augmente en volume de près de 4 % en 2008 contre 13 % en 2007. Sa croissance devient ainsi comparable à celle des autres secteurs dont aucun ne progresse de plus de 5 %. Seule l'agriculture tire son épingle du jeu (+ 21,5 %), augmentation qui compense la lourde chute de 2007 (- 18 %).

Le PIB moyen par habitant est en hausse de 5,6 % en valeur, après + 5,5 % en 2007. En monnaie constante, il augmente de 1,9 % après 3,1 % en 2007, tandis que pour l'ensemble de la France, il n'a pas progressé en 2008. ♦

Michel BRASSET
Insee Réunion

Le PIB et ses principales composantes en 2008

en milliards d'euros (valeur courante)

	2008	Évolution 2008/2007 (en %)		
		Volume	Prix	Valeur
Produit Intérieur Brut	14,70	3,1	3,7	6,9
Consommation des ménages	9,22	2,2	2,9	5,2
Consommation des administrations publiques	5,59	1,9	1,4	3,3
Investissement	3,86	4,6	5,3	10,2
Imports de biens	4,53	6,0	6,2	12,6
Exports de biens	0,26	- 6,9	1,9	- 5,1
Dépense des touristes	0,30	2,9	1,4	4,3

Source : Cerom - Comptes rapides

Comptes rapides pour l'Outre-mer (Cerom)

L'année 2008 marque la quatrième réalisation d'un compte économique rapide à La Réunion. Construit dans le cadre du projet tripartite Cerom entre l'Insee, l'AFD et l'ledom, il repose sur une modélisation macroéconomique alimentée par les premières données disponibles de l'année écoulée. Il ne s'agit donc pas d'un compte définitif. Les estimations pourront faire l'objet d'une révision lorsque la totalité des données de l'année seront connues.





La faible hausse des revenus et l'inflation dépriment la consommation

En 2008, les dépenses de consommation des ménages ont augmenté de 5,2 % en valeur, en retrait de plus d'un point par rapport à 2007. La forte inflation, + 2,9 %, principalement sur les prix de l'alimentation hors produit frais et des carburants, a pesé sur la consommation des ménages réunionnais. En volume, c'est-à-dire en gommant la hausse des prix, la consommation n'a augmenté que de 2,2 %, soit 2,6 points de moins que l'année précédente. Ce niveau est le plus faible enregistré depuis 1996 et se place largement sous la moyenne de ces dix dernières années, estimée à 4,1 %.

Les importations de biens de consommation sont en hausse de 3,6 % et plus particulièrement l'équipement du foyer (+ 6,9 %), les meubles (+ 6,8 %) et les produits pharmaceutiques (+ 6,0 %). Les ventes de véhicules de tourisme baissent de 3 %. Si les quantités importées d'essence sont restées pratiquement stables (+ 0,6 %) celles de gazole augmentent sensiblement (+ 8,7 %) malgré l'envolée du prix des carburants.

La consommation a été affectée par le ralentissement du revenu disponible brut des ménages (RDBM) qui a augmenté, hors inflation, de 2,4 % seulement, soit la plus mauvaise performance depuis quatorze ans. La croissance démographique demeurant dynamique à La Réunion, l'évolution du RDBM par habitant est encore plus faible (+ 1,2 % en volume). Le RDBM réunionnais par habitant est toujours très inférieur à celui de l'ensemble de la France mais la situation s'est légèrement améliorée, son niveau passant de 72% de celui de la France en 2007 à 73 % en 2008.

L'évolution de la masse salariale versée par les secteurs marchands reste vigoureuse avec une hausse de 6,6 %. Pourtant, sa croissance est moins dynamique que par le passé (+ 8,8 % en 2007). Les bas salaires du secteur privé ont bénéficié d'une hausse du Smic de 3,2 % (en deux fois : + 2,25 % au 1^{er} mai et + 0,9 % au 1^{er} juillet) plus importante qu'en 2007 (+ 2,1 %). Néanmoins, l'ampleur de l'inflation a fortement entamé le résultat. En volume, l'évolution de la masse salariale distribuée par les secteurs marchands tombe à 2,2 %, contre 4,6 % en 2007.

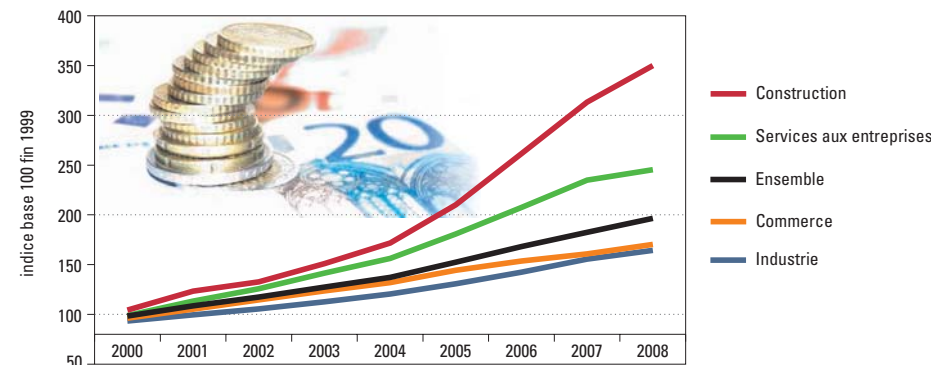
Évolution du revenu disponible des ménages (%)

	TOTAL		Par habitant	
	en valeur	en volume	en valeur	en volume
2007-2008	5,4	2,4	4,1	1,2
Moyenne annuelle 1998-2007	6,3	4,6	4,8	3,0

Source : Cerom - Comptes rapides

Le revenu disponible brut des ménages additionne leurs revenus d'activité perçus (salaires et revenus des non salariés), les prestations sociales qui leurs sont versées, le solde de leurs revenus du patrimoine (intérêts et revenus financiers reçus moins ceux versés), ainsi que le solde des autres transferts (notamment assurances). Du total de ces revenus sont déduits les cotisations sociales et les impôts directs payés par les ménages (impôt sur le revenu, taxe d'habitation, CSG, CRDS).

Évolution de la masse salariale des secteurs marchands



Source : Cerom - comptes rapides

L'évolution de la masse salariale englobe celle des effectifs et celle des salaires. Les salaires évoluent avec la hausse du Smic et avec les différentes augmentations catégorielles ou individuelles.

Les secteurs d'activité ont connu des évolutions contrastées. Les secteurs les plus dynamiques continuent de progresser mais à un rythme beaucoup moins élevé. La masse salariale distribuée par le BTP s'accroît de 12 % en valeur en 2008 contre 20 % en 2007. Les services aux entreprises suivent la même tendance (+ 4,5 % en 2008 contre + 13 % en 2007). D'autres secteurs tirent leur épingle du jeu comme le commerce dont la masse salariale a augmenté de 5,6 % en 2008 contre 4,8 % en 2007 et les services aux particuliers, notamment les hôtels et restaurants (+ 6,6 % en 2008) qui bénéficient de la hausse de la fréquentation touristique.

en espèces est en hausse de + 4,0 % en 2008, comme l'année précédente. Néanmoins, la répartition change. Ainsi, la reprise du chômage entraîne une progression des montants versés par l'Assedic de 9,1 % alors qu'ils avaient constamment baissé depuis 2003. Ils s'élèvent à plus de 339 millions d'euros en 2008 (contre 311 millions en 2007). Le montant distribué par la Caisse d'allocations familiales continue de s'accroître, mais de façon beaucoup moins forte qu'au cours des dernières années (+ 0,5 % en 2008 après + 3,3 % en 2007 et + 5 % en 2006).

L'arrivée à l'âge de la retraite de générations de plus en plus nombreuses se traduit par une augmentation toujours rapide des différents régimes de retraites (+ 6,2 %). Les montants versés avoisinent le milliard d'euros. ♦

Remontée des prestations versées par l'Assedic

Une part importante du revenu des ménages est constituée des prestations sociales. Le montant des prestations sociales versées

Cédric RÉALE
Insee Réunion

U n peu moins d'allocataires pour les minima sociaux

Le nombre de Réunionnais percevant au moins un des minima sociaux baisse très légèrement entre 2007 et 2008. Il reste supérieur à 140 000 personnes. La diminution du nombre d'allocataires du RMI et de l'ASS se poursuit, mais moins fortement qu'entre 2006 et 2007. Le nombre de bénéficiaires du "minimum vieillesse" est en baisse continue, mais reste à un niveau élevé (plus de 30 000 personnes).

Le montant des prestations versées en 2008 est de 760 millions d'euros, il augmente de 0,6 % par rapport à 2007. Les sommes versées au compte de l'allocation vieillesse ont augmenté suite au versement d'une prime exceptionnelle de 200 € en 2008. Cette prime a représenté une somme globale de plus de 6 millions

d'euros, qui explique la hausse globale de cette allocation.

Le RSO continue de progresser. Seule allocation spécifique aux Dom, le RSO s'adresse aux allocataires du RMI de plus de 50 ans qui s'engagent à quitter définitivement le marché du travail. Avec le vieillissement de la population, on assiste à un transfert continu de bénéficiaires du RMI vers le RSO dont le montant est légèrement plus avantageux pour les personnes isolées.

Enfin, avec un nombre d'allocataires stable, les montants versés pour l'API et l'AAH augmentent au rythme de la réévaluation de leur montant. ♦

Bruno LORIGNY
Insee Réunion

Évolution du nombre d'allocataires et des montants des principaux minima sociaux

	Allocataires*		Montant (en millions d'euros)	
	2008	Évolution 2008/2007 (%)	2008	Évolution 2008/2007 (%)
TOTAL	140 801	- 1,2	760,3	0,6
dont :				
- RMI (revenu minimum d'insertion)	66 828	- 2,1	368,1	- 0,6
- ASPA ¹	30 463	- 1,7	137,1	3,8
- AAH (allocation aux adultes handicapés)	11 590	4,1	79,3	1,5
- ASS (allocation de solidarité spécifique)	11 211	- 8,0	66,8	- 2,8
- API (allocation de parent isolé)	13 250	1,3	65,4	1,3
- RSO	7 359	2,8	40,3	7,0

Sources : Caisse des dépôts et Consignations de Bordeaux, Caf Réunion, Assedic, CGSS

* Le nombre total d'allocataires indique le nombre de personnes qui perçoivent au moins un des minima. Certains allocataires peuvent percevoir une allocation en complément d'une autre, par exemple un complément RMI à l'ASS, l'AAH ou l'API. Cette année, le nombre de personnes percevant deux allocations est en baisse. D'autre part, certaines allocations n'apparaissent pas dans le tableau. C'est pourquoi la somme des bénéficiaires pour chacune des allocations est différente du total des allocataires.

¹ L'Allocation de solidarité aux personnes âgées (ASPA) mise en place au 1^{er} janvier 2007 est une allocation unique qui succède à l'Allocation spéciale vieillesse. Le montant versé pour cette allocation correspond au montant cumulé de l'allocation spéciale et de l'allocation supplémentaire. Les anciens allocataires continuent de percevoir leurs allocations antérieures. Le nombre total d'allocataires en 2007 a été revu depuis l'édition du bilan économique 2007.



Forte poussée d'inflation importée

L'année 2008 enregistre une forte poussée de l'inflation en moyenne annuelle. La hausse des prix à la consommation a ainsi plus que doublé, atteignant 2,9 % contre 1,4 % l'année précédente. Ce taux est le plus élevé atteint depuis quinze ans, mais reste en deçà du niveau observé au début des années quatre-vingt-dix (3,8 % en moyenne entre 1990 et 1993).

Depuis deux ans, l'inflation réunionnaise est proche de celle de la France métropolitaine, signe de l'influence des cours mondiaux sur l'évolution des prix intérieurs. Les Dom américains ont aussi subi ce regain d'inflation en 2008 dans des proportions toutefois moins importantes. En 2008, La Réunion présente l'inflation la plus forte derrière la Guyane (+ 3,3 %). En Guadeloupe et en Martinique, les évolutions sont moins marquées (respectivement : + 2,2 % et 2,7 %).

L'alimentation hors produits frais se démarque par une forte hausse (+ 8,0 % en 2008 après + 1,8 % en 2007) qui explique près de la moitié de l'évolution de l'indice global. Cette augmentation a eu lieu principalement pendant les huit premiers mois de l'année. Elle est à mettre en parallèle avec la hausse du prix des produits importés notamment la flambée du prix des céréales (+ 58 % pour le riz décortiqué en 2008, + 26 % pour le blé tendre).

Les produits pétroliers, après une baisse de 1,8 % en 2007, contribuent également à l'in-

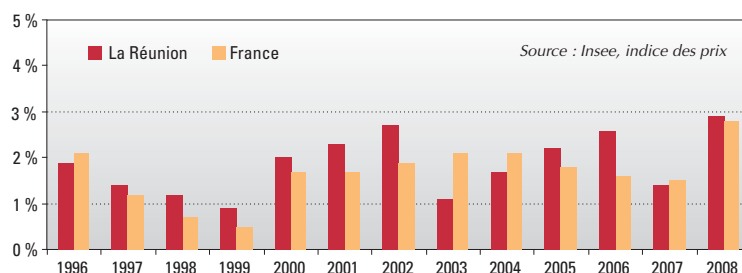
flation, par une augmentation moyenne de 9,2 % en 2008. La hausse a été très forte jusqu'en octobre (+ 13,6 %), puis les prix ont retrouvé leur niveau du début de l'année. L'envolée des prix à l'importation des carburants (+ 30,6 %), conséquence de la hausse du prix du baril de pétrole, explique cette hausse des prix à la pompe de l'essence et du gasoil.

Le prix des transports et communications rebondit en 2008, après une croissance moins forte en 2007 (4,9 % après 2,6 %). L'évolution des loyers et services rattachés reste vive, malgré un très léger ralentissement (3,0 % après 3,2%). Le prix du tabac augmente plus modérément (2,0 % après 4,6 %). Les prix des autres produits manufacturés (1,4 % après 1,0 %) et des autres services (0,7 % après 0,6 %) sont légèrement supérieurs en 2008 tandis que ceux des services de santé augmentent moins vite (0,9 % après 1,9 %).

A contrario, les produits frais connaissent une baisse importante (-1,1 % après + 6,7%) par rapport à 2007 qui avait été marquée par le passage du cyclone Gamède. Dans une moindre mesure, le poste habillements et chaussures a suivi la même tendance (- 0,3 % après 0,2 %). Les produits de santé continuent à décroître en 2008 (- 1,0 %), mais de façon légèrement moins forte qu'en 2007 (- 1,2 %). ♦

Cédric RÉALE
Insee Réunion

Évolution annuelle moyenne de l'indice des prix depuis 1996



D

es flux financiers moins actifs

Après avoir connu au cours des années récentes les taux de progression les plus élevés depuis le début des années 90, la distribution de crédits par le système bancaire local a ralenti au cours de l'année ; son rythme de progression atteignant 7,3 % contre 12,4 % en 2007. L'encours de créances saines s'établit à 11,9 milliards d'euros, en progression de 0,8 milliard d'euros, soit + 7,1 % sur un an (contre + 1,3 milliard d'euros en 2007).

Décélération des crédits à l'investissement et à l'habitat

La décélération des crédits d'investissement aux entreprises est très nette, avec une croissance limitée à 182 millions d'euros, soit + 6,6 %, contre + 13,2 % en 2007. Il en est de même pour le financement de l'habitat des ménages qui voit sa croissance se limiter à 270 millions d'euros, soit + 7,1 % contre + 11,1 % en 2007. Ce dernier type de financement représente toujours le premier encours de crédit à La Réunion et capte un peu plus d'un tiers de l'ensemble des financements locaux.

Cette décélération intervient dans un contexte de forte variation des taux d'intérêts des crédits aux entreprises qui, après avoir fortement augmenté au cours du premier semestre de l'année, en liaison avec le renchérissement des refinancements bancaires, ont bénéficié de la détente du marché interbancaire et ont retrouvé, en janvier 2009, leur niveau du début de l'année 2008.

La dégradation de la situation économique réunionnaise s'est traduite en fin d'année par une remontée du taux de créances douteuses portées par les établissements de crédit locaux qui s'établit à 4,9 % de l'ensemble des concours consentis, contre un minimum de 4,7 % enregist-

tré fin 2007. Ce ratio demeure cependant très en-deçà des niveaux atteints à la fin des années 90 (avec un maximum de 12,3 % en septembre 1996).

Croissance très modérée de la collecte

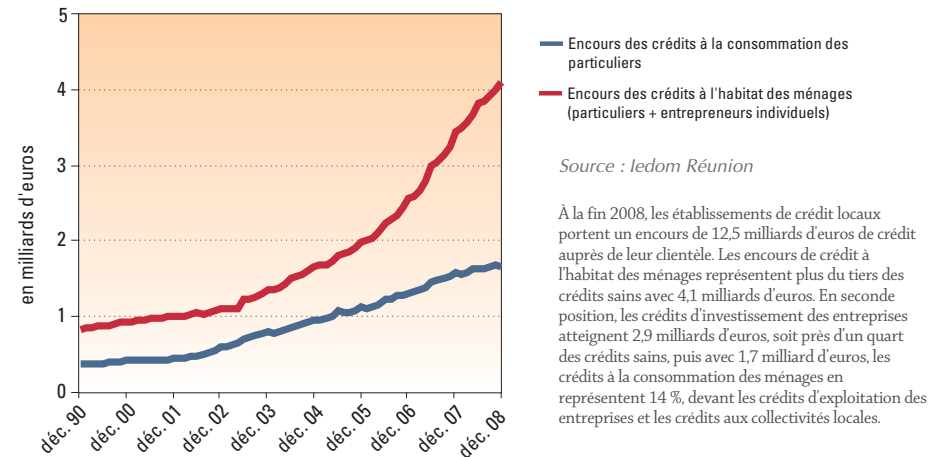
Les actifs financiers collectés auprès des agents économiques par le système bancaire réunionnais continuent de progresser au cours de l'exercice 2008, mais à un rythme qui s'est nettement ralenti. L'épargne totale collectée s'élève à 10,1 milliards d'euros à fin décembre 2008, en très faible progression sur l'année (+ 0,6 %, soit + 59 millions d'euros).

Les actifs financiers des ménages - qui constituent 72 % de l'ensemble de la collecte - se renforcent à hauteur de 2,5 % (contre + 6,9 % en 2007), ce qui ne permet pas de compenser la forte diminution de la collecte auprès des sociétés non financières (- 5,4 %).

Les placements liquides (livrets A, comptes à terme,...) constituent la seule catégorie d'actifs financiers en progression, ils ont en effet bénéficié tout au long de l'année 2008 du relèvement des taux d'intérêt servis et de la confiance dans la qualité des placements. Ils s'inscrivent en hausse de 6,8 %, soit 234 millions d'euros de collecte supplémentaire. Ces placements avaient déjà affiché la plus forte croissance en 2007 (+ 12,7 %, soit + 387 millions d'euros).

Les dépôts à vue s'inscrivent en recul de 2,8 % (soit - 92 millions d'euros). Il s'agit d'un des plus forts ralentissements enregistrés de ce type de placement depuis plus de vingt ans. L'épargne à long terme suit une tendance identique et s'inscrit en retrait de 2,4 % (- 83 millions d'euros).

Évolution des encours de crédit à l'habitat et à la consommation des établissements de crédit locaux(1990-2008)



Avec 36,2 % de l'épargne totale collectée dans le département, les placements liquides constituent la forme de placement préférée des agents économiques réunionnais. Le poids relatif des dépôts à vue (31 % à fin 2008) demeure malgré tout relativement stable dans le temps, s'établissant en moyenne aux alentours de 30 % au cours des années récentes, avec une légère tendance à la hausse depuis 2001. Pour mémoire, les dépôts à vue ne représentaient en moyenne que 25 % des placements financiers des agents économiques à la fin de la décennie 1990. L'épargne à long terme - qui regroupe les placements financiers impliquant une durée de détention sur une longue période, du fait de la réglementation fiscale ou des risques d'évolution des marchés financiers - représente 33 % des placements financiers détenus par les agents économiques réunionnais. ♦

Jérôme SCHMEITZKY
Iedom Réunion

La rentabilité des principaux établissements de crédit

En dépit d'un niveau satisfaisant de leur activité commerciale, les principales banques de la place demeurent confrontées à une diminution tendancielle de leurs marges d'intermédiation qui limite leur rentabilité. La hausse de leurs coûts de refinancement n'a été que partiellement répercutée sur les taux proposés à la clientèle. Dans ce contexte, la dégradation de la qualité des porte-feuilles et la hausse des dotations aux provisions qu'elle a engendrée pèsent sur leur rentabilité d'exploitation.

L

La hausse des cours mondiaux creuse le déficit commercial

La valeur des importations réunionnaises a augmenté de 508 millions d'euros en 2008, franchissant la barre des 4,5 milliards. Dans le même temps, les exportations s'établissent à 257 millions d'euros, en repli de 14 millions. Le déficit commercial se creuse ainsi après le léger mieux de 2007. Le taux de couverture des importations par les exportations s'établit à 5,7 %, en baisse d'un point par rapport à 2007.

Forte hausse des prix pour les carburants

Tous les grands secteurs d'importation ont subi des hausses en 2008, à l'exception des produits minéraux. La hausse est particulièrement forte pour les importations de carburants qui avaient reculé en 2007. Leur valeur s'envole (+ 53 %) sous l'effet d'une hausse des prix à l'importation de 31 %. Ainsi, la valeur du gazole acheté à l'extérieur augmente de moitié alors que les quantités importées s'accroissent à une allure modérée.

Les biens d'équipements et les biens intermédiaires, postes qui pèsent le plus dans le total des importations, sont également en hausse. Seuls les produits céramiques et matériaux de construction sont en léger repli.

La facture s'alourdit aussi pour les produits de consommation. La hausse est sensible (8 %) sur la valeur des importations de produits agroalimentaires, en particulier pour l'huile, la viande, les boissons et les céréales. Pour ces dernières, les prix se sont envolés : à titre d'exemple, le prix du riz transformé a augmenté de 35 %. Pour les biens de consommation manufacturés la hausse est moindre mais elle est tout de même de 3,4 % après 2,0 % en 2007. En particulier, les produits pharmaceutiques, qui en représentent près de 30 %, s'apprécient de 6 %.

Les importations de produits agricoles connaissent en revanche une accalmie en 2008, avec une hausse de 2,5 % faisant suite aux 30 % enregistrés l'année dernière.



La mauvaise récolte sucrière de 2007 dégrade les résultats à l'exportation

La mauvaise campagne cannière de 2007, qui a produit le sucre exporté en 2008, est responsable de la baisse globale des exportations. Les exportations de sucre et de rhum (96 millions d'euros en 2008) reculent de 16,5 %. En conséquence, les produits agroalimentaires ne représentent plus que 63 % des exportations.

Certains biens d'équipement d'occasion sont exportés (matériel aéronautique et de communication) ; leur valeur est moindre



Les importations 2008 (en millions d'euros)

	2007	2008*	Évolution (en %)
Industrie des biens d'équipement	1 126,6	1 295,1	+ 15,1
Industrie des biens de consommation	848,1	877,3	+ 3,4
Industrie agricole et agroalimentaire	599,1	646,0	+ 7,8
Combustibles et carburants	396,8	608,4	+ 53,3
Industrie des biens intermédiaires - dont Industrie des produits minéraux	940,8 120,3	985,6 119,1	+ 4,8 - 1,0
Produits agricoles, sylvicoles	89,8	92,7	+ 3,1
Autres	16,4	20,9	+ 27,5
TOTAL	4 017,7	4 525,9	+ 12,6

* données provisoires.

Source : Douanes

Les exportations 2008 (en millions d'euros)

	2007	2008*	Évolution (en %)
Industrie agricole et agroalimentaire - dont sucre et rhum	175,5 115,2	161,5 96,2	- 8,0 - 16,5
Industrie des biens d'équipement - dont Industrie automobile - dont autres biens d'équipement	54,7 13,8 40,9	45,3 20,2 25,1	-17,1 + 46,4 - 38,6
Industrie des biens de consommation	8,1	9,8	+ 20,1
Industrie des biens intermédiaires	24,8	34,0	+ 37,1
Produits agricoles, sylvicoles	6,3	6,4	+ 1,6
Autres	1,7	0,3	- 82
TOTAL	271,1	257,2	- 5,1

* données provisoires.

Source : Douanes

Les échanges commerciaux par zone géographique en 2008 (en millions d'euros)

	Importations			Exportations		
	2007	2008*	Évolution (en %)	2007	2008*	Évolution (en %)
France métropolitaine	2 318,0	2 513,9	+ 8,5	139,0	101,5	- 27,0
Europe hors France	636,4	674,5	+ 6,0	33,1	44,0	+ 32,8
Afrique hors Océan indien	119,8	173,8	+ 45,0	1,1	1,0	- 10,7
Océan Indien (Madagascar, Maurice, Les Comores, Mayotte)	49,0	54,1	+ 10,2	52,5	51,3	- 2,2
- dont Mayotte	0,5	0,5	+ 3,9	25,6	24,7	- 2,1
Amérique	59,1	61,1	+ 3,5	6,5	10,7	+ 64,4
Asie	814,5	990,7	+ 21,6	36,4	47,3	+ 29,9
Océanie	20,8	57,7	+ 177,6	2,5	1,4	- 42,5
TOTAL	4 017,7	4 525,9	+ 12,6	271,1	257,2	- 5,1

* données 2008 provisoires.

Source : Douanes

Quelques faits marquants de l'année 2008

- La Chine est notre troisième fournisseur après Singapour et la France métropolitaine. Les importations en provenance de Chine sont essentiellement des produits intermédiaires.
- L'Italie est devenue notre premier fournisseur européen - hors France métropolitaine - devant l'Allemagne, avec de fortes livraisons de fioul lourd et de produits automobiles.
- Les exportations de rhum et de sucre sont en forte hausse vers l'Allemagne et la Pologne.

en 2008 qu'en 2007. En revanche, les exportations de produits automobiles progressent de 47 %, il s'agit là essentiellement de voitures particulières d'occasion exportées vers Madagascar et Mayotte. Leur montant s'élève à plus de 20 millions d'euros.

Les déchets et débris constituent une grande partie des produits exportés classés parmi les biens intermédiaires dont la valeur a crû de 37 % en 2008, après 52 % en 2007. La part des principaux déchets exportés, les déchets ferreux, est passée de 25 % à 27 % des exports de biens intermédiaires entre 2007 et 2008. La valeur cumulée des déchets ferreux, de bois et de papier s'élève désormais à 11 millions d'euros. ♦

Samuel DEHEEGER
Insee Réunion



E

Emploi

Faible création d'emplois dans le secteur marchand

L'année 2008 marque un retournement net de conjoncture par rapport aux dernières années, l'emploi marchand n'ayant augmenté, en glissement annuel, que de 1 % sur l'ensemble de l'année. À chaque trimestre, la croissance de l'emploi a été assez faible, elle est même négative au troisième trimestre. Si l'industrie et le commerce ont continué à créer des emplois, la construction a pratiquement cessé d'embaucher et le secteur des services a légèrement réduit ses effectifs.

Sur l'ensemble de l'année 2008, la croissance de l'emploi salarié marchand dans le secteur du BTP s'est considérablement affaiblie puisque l'emploi n'a progressé que de 1,2 % en 2008 alors que la croissance dépassait les 10 % depuis 2005. Si le premier semestre marquait déjà un net ralentissement de la croissance, le second est marqué par un recul de l'emploi dans ce secteur.

Dans le secteur des services marchands, l'emploi diminue légèrement sur l'ensemble de l'année. La faible croissance des premier et quatrième trimestres n'a pas pu compenser la perte d'emploi enregistrée lors des deuxième et troisième trimestres. C'est le secteur des activités associatives qui, en

Évolution de l'emploi salarié marchand en 2008 (en %)

	T1	T2	T3	T4	annuel
Industrie	-0,5	1,7	2,6	-0,3	3,6
Construction	1,8	5,6	-0,1	-5,7	1,2
Commerce	-1,1	1,1	-0,4	3,4	2,9
Services	0,6	-0,5	-1,6	1,0	-0,5
Ensemble	0,3	1,0	-0,6	0,3	1,0

Source : Insee, Epure (données provisoires).

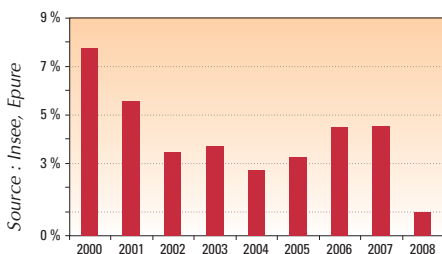
perdant près d'un emploi sur cinq, pénalise fortement le secteur. En 2007, ce secteur représentait un peu plus de 3 % de l'emploi marchand total et 12 % de l'emploi dans les services. Dans les autres secteurs des services, notamment ceux aux entreprises, la croissance de l'emploi se maintient. Il est à noter que l'emploi dans les hôtels et restaurants continue à croître, mais à un niveau moindre qu'en 2007 (+ 3,6 %).

Dans le secteur de l'industrie l'emploi continue, en revanche, de progresser à un rythme annuel de 3,6 %, comparable à celui de l'année dernière. Après avoir connu une baisse en 2007, l'emploi se stabilise dans l'industrie agroalimentaire et des biens de consommation. L'industrie des biens d'équipement et des biens intermédiaires est toujours assez dynamique, mais à un degré moindre que l'an passé (respectivement + 8 % et + 4 %).

De même, le commerce poursuit sa croissance entretenue essentiellement par le commerce de détail (+ 4,5 %), l'emploi dans le secteur de la réparation automobile et du commerce de gros demeurant stable. ♦

Cédric PLANCHAT
Insee Réunion

Évolution annuelle de l'emploi salarié marchand (en %)



Toujours plus de nouvelles entreprises

Les créations d'entreprises permettent de générer de l'emploi non salarié, au minimum l'emploi du créateur. Près de 6 200 entreprises ont été créées en 2008, soit 7 % de plus en un an, taux qui classe La Réunion en troisième position des régions françaises. Le nombre de nouvelles entreprises a cependant moins augmenté qu'en 2007, année particulièrement faste pour les créations d'entreprises en raison des simplifications dans les démarches.

Tous les secteurs, sauf celui de la construction, enregistrent davantage de créations en 2008 qu'en 2007. Sur dix entreprises créées en 2008, trois l'ont été dans le secteur du commerce et quatre dans les services. Les sous-secteurs des services aux entreprises et de l'éducation-santé-

action sociale ont été particulièrement dynamiques : à eux deux, ils contribuent pour un quart au total des nouvelles créations.

La construction conserve le taux de création le plus élevé : 20 % (contre 23 % en 2007). Tous secteurs confondus, le taux de création est de 17 %, ce qui place La Réunion au premier rang national. Le dynamisme de La Réunion en termes de création d'entreprises se conjugue malheureusement avec un faible taux de survie des entreprises créées (moins d'une sur deux au bout de cinq ans). ♦

Colette GALANT
Insee Réunion

Créations d'entreprises

	2006	2007	2008	Taux de création 2008 (%)
Industrie	414	517	550	16,3
Construction	906	1 083	1 042	20,0
Commerce	1 577	1 782	1 866	18,1
Transports	99	110	116	7,2
Services	2 165	2 274	2 573	16,5
dont : Services aux entreprises	724	756	857	17,6
Services aux particuliers	712	748	757	17,5
Éducation, santé, action sociale	428	501	663	14,8
Ensemble	5 161	5 766	6 147	17,0

Source : Insee - Sirene



E

Emploi

L

e chômage repart à la hausse

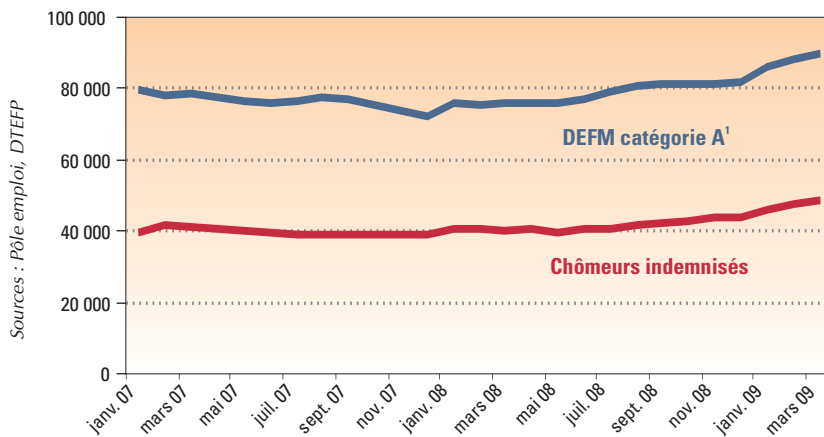
Bien que l'économie réunionnaise continue de créer des emplois, leur nombre a été insuffisant pour absorber la forte demande supplémentaire. Au deuxième trimestre 2008, le taux de chômage a ainsi interrompu le recul qu'il avait amorcé en 2005 et s'établit à 24,5 % selon les concepts du BIT.

Pourtant le taux d'emploi (proportion de personnes qui travaillent parmi la population totale) a continué de progresser en 2008 pour atteindre 45 % parmi les 15-64 ans. Si l'on y ajoute les personnes à la recherche d'un travail, six personnes sur dix de cette tranche d'âge sont actives (elles travaillent ou sont chômeuses). Cela s'est traduit par un point de plus du taux d'activité pour la tranche d'âge des 15-64 ans.

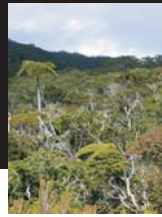
La dégradation du marché du travail s'est amplifiée au cours de la deuxième moitié de l'année. L'évolution du nombre de demandeurs d'emploi inscrits au Pôle emploi le confirme. En fin d'année, on comptait 81 600 personnes de catégorie A¹, soit 13 % de plus en un an. Cette hausse apparaît d'autant plus forte qu'elle intervient après une baisse de 7 % en 2007. Elle s'accompagne d'une augmentation importante du nombre de chômeurs indemnisés (+ 14 % en un an), c'est-à-dire de personnes qui avaient un travail et qui l'ont perdu. Les effectifs de demandeurs d'emploi enregistrés sur les premiers mois de l'année 2009 confirment la tendance à l'aggravation du chômage. ♦

Colette GALANT
Insee Réunion

Évolution mensuelle du nombre de demandeurs d'emploi et de chômeurs indemnisés



¹ La catégorie A des demandeurs d'emploi en fin de mois (DEFM) correspond aux personnes sans emploi soumises à des actes positifs de recherche d'emploi et n'ayant exercé aucune activité, même réduite. Elle est équivalente aux anciennes catégories 1, 2 et 3 hors activité réduite, qui constituaient déjà le regroupement se rapprochant le plus des concepts BIT. Le changement dans les catégories est intervenu en février 2009.



Nouvelles avancées vers le développement durable

Le Parc National de La Réunion est un projet environnemental fédérateur qui monte en puissance. L'année 2008 a été marquée par le recrutement des équipes et l'implantation progressive de l'Établissement sur le territoire. Le Parc National représente plus de 40 % du territoire de La Réunion.

Au-delà de cette construction opérationnelle, le Parc National de La Réunion a piloté le dossier de la candidature de l'île pour le classement des "Pitons, Cirques et Rempart de La Réunion" au Patrimoine mondial de l'Unesco. Le dossier n'a pu être présenté en 2009 car chaque État-membre ne peut soumettre que deux candidatures et deux dossiers français plus anciens étaient déjà en lice. Le dossier sera présenté en 2010.

Par ailleurs, La Réunion a accueilli, en juillet 2008, la première conférence officielle de la Présidence française de l'Union européenne, sur le thème : "L'Union européenne et l'Outre-mer : stratégies face au changement climatique et à la perte de la biodiversité". Organisée par l'Union internationale pour la Conservation de la Nature (UICN), cette conférence a donné lieu à la "déclaration de La Réunion", rappelant les enjeux de la biodiversité Outre-mer, et traçant des pistes d'actions pour l'ensemble des territoires concernés.

L'année 2008 a également été marquée par la préfiguration du projet "Réunion 2030-GERRI", qui s'est effectuée de manière partenariale entre les représentants de l'État, des différentes collectivités, du monde associatif, de la société civile, du monde industriel et économique et des experts. Il associe étroitement l'État, le Conseil régional et le Conseil général.

Ce projet consiste à faire de La Réunion un espace d'excellence internationale sur le développement durable, dans les domaines de la maîtrise, de la production et du stockage de l'énergie, des déplacements, de l'urbanisme et de l'aménagement durable. Il vise l'autonomie énergétique de l'île à l'horizon 2030.

Dans ce cadre, le Préfet, le Président de la Région et la Présidente du Conseil général ont signé, le 7 juillet 2008, un protocole commun sur l'engagement de La Réunion en faveur du développement durable, en présence de Monsieur Jean-Louis BORLOO, Ministre d'État. GERRI apparaît ainsi comme la première déclinaison territoriale du Grenelle de l'environnement. ♦

Sébastien MARIOTTI
Diren Réunion



Pitons, cirques et remparts de La Réunion.



C

onsumation en faible croissance et nouvelles énergies vertes

L'île de La Réunion reste dépendante de l'extérieur pour sa consommation d'énergie qui est satisfaite à 86,5 % par l'importation de ressources fossiles non disponibles localement. En 2008, les combustibles fossiles importés ont représenté l'équivalent de 1 134 600 tonnes de pétrole, soit une augmentation de 5 % par rapport à 2007. Ces importations se répartissent en 63,5 % de carburants liquides pétroliers, 34,2% de charbon et 2,3 % de gaz butane. Ces produits sont consommés pour la production électrique ou directement dans les secteurs du transport, du résidentiel-tertiaire, de l'agriculture et de l'industrie.

Si les importations de combustibles fossiles ont augmenté de 5 %, leur consommation n'a augmenté que de 1,8 %, les stocks étant en hausse en fin d'année. En 2008, les prix élevés des produits pétroliers ont freiné la consommation de combustibles fossiles pour la production électrique a augmenté de 3,6 %.

L'accroissement de la production d'électricité a pourtant ralenti : en 2008, elle est de 2 546 GWh, en augmentation de 3,4 % par rapport à 2007, au lieu de 4,3 % par an en moyenne entre 2003 et 2007. La part des énergies renouvelables est de 36 %, dont l'essentiel provient des centrales hydrauliques et des centrales à bagasse et charbon. En 2008, la croissance de la production renouvelable a couvert 9,5 % de la croissance de la production électrique totale.

La Réunion exploite des énergies renouvelables locales pour l'équivalent de 175 000

tonnes de pétrole, soit 13,5 % de son approvisionnement total. La quantité d'énergie ainsi obtenue a augmenté de 5,4 % par rapport à 2007. Ces énergies renouvelables sont le solaire thermique qui fournit de l'eau chaude sanitaire, la bagasse et l'hydraulique ainsi que l'éolien et le photovoltaïque pour produire de l'électricité. Depuis fin novembre 2008, la valorisation énergétique du biogaz de décharge a également débuté sur le site de Pierrefonds.

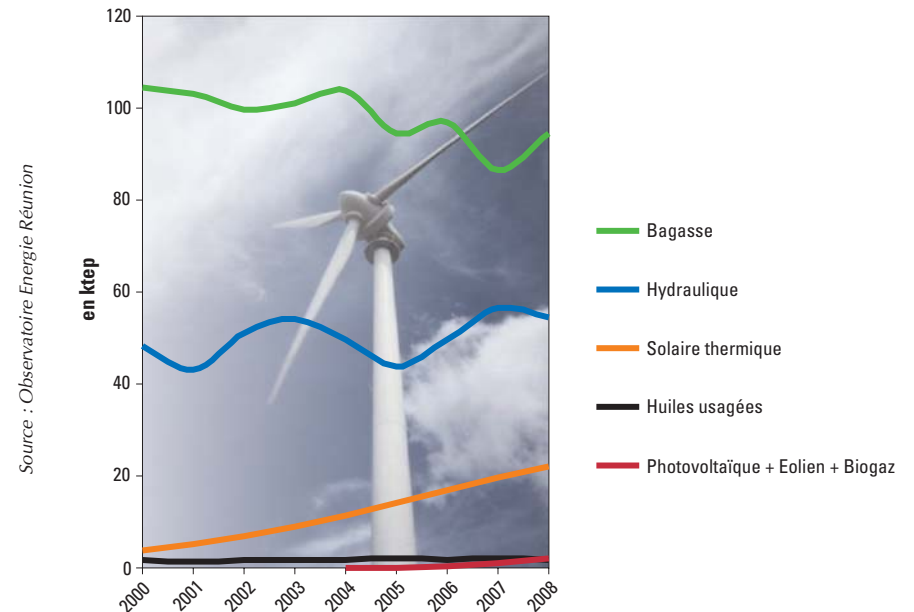
En 2008, 10 440 chauffe-eau solaires individuels ont été installés, soit un chiffre d'affaire d'environ 40 millions d'euros. Depuis deux ans, le marché connaît une stagnation. Pour la production collective d'eau chaude sanitaire, près de 4 000 m² de capteurs solaires ont été posés en 2008.

Le développement des énergies renouvelables

Le développement des éoliennes, des systèmes photovoltaïques et de la valorisation des déchets par méthanisation concourt à 2,6 % de la production électrique obtenue à partir des énergies renouvelables, soit plus 1 % par rapport à 2007. À terme, ce sont plus de 60 MW éoliens qui seront installés à La Réunion et l'objectif pour les systèmes photovoltaïques est d'avoir un rythme d'installation annuelle de 10 à 20 MW.

Les actions de maîtrise de l'énergie et de développement des énergies renouvelables se poursuivent. L'objectif est de tendre vers une autonomie de production électrique à l'horizon 2025 grâce au Plan régional des énergies renouvelables et de l'utilisation rationnelle de l'énergie (Pré-ure) initiée par la Région Réunion dans le

Ressources énergétiques locales



Source : Observatoire Energie Réunion

cadre de l'article 50 de la loi Loom. Le projet GERRI¹ est conçu comme le prolongement naturel de cette démarche et se fixe l'objectif d'intégrer d'ici 2030 toutes les innovations intéressantes les déplacements, la production de l'énergie, son stockage et ses usages, ainsi que l'urbanisme, la construction et le tourisme.

Des recherches sont effectuées dans des domaines innovants tels que les énergies marines, le stockage et la régulation des énergies intermittentes ainsi que les fermes agri-solaires. Ces recherches laissent présager l'essor de nouveaux procédés industriels et économiques. ♦

Gaëlle GILBOIRE
Observatoire Energie Réunion

¹ GERRI : cet acronyme se lit de deux façons :
- Grenelle de l'Environnement à La Réunion : Réussir l'innovation
- Green Energy Revolution : Reunion Island.

Définitions :

- Watt : unité de puissance.
- kWh : kilowatt-heure : correspond à la consommation d'un appareil électrique de 1 000 watt pendant 1 heure :
1 GWh = 1 000 000 kWh.



U n peu plus de touristes en 2008

L'année 2008 confirme la reprise de la fréquentation touristique après la crise de 2006. Le nombre de visiteurs a augmenté de 4 % par rapport à 2007, pour atteindre 396 400 ; il est encore loin cependant du niveau record de 2003 qui s'établissait à 432 000.

Ce surcroît de visiteurs est alimenté essentiellement par le marché métropolitain : le nombre de touristes venant de France métropolitaine a augmenté de près de 11 % en 2007 pour atteindre près de huit touristes sur dix.

Depuis 2006, le tourisme affinitaire (rendre visite à sa famille ou à ses amis) génère un déplacement touristique sur deux. La part du tourisme d'agrément a cependant légèrement augmenté depuis deux ans et se situe à 34 % en 2008. La part des déplacements pour raisons professionnelles s'établit à 12,5 %. Logiquement, ce sont ces deux dernières catégories qui dépen-

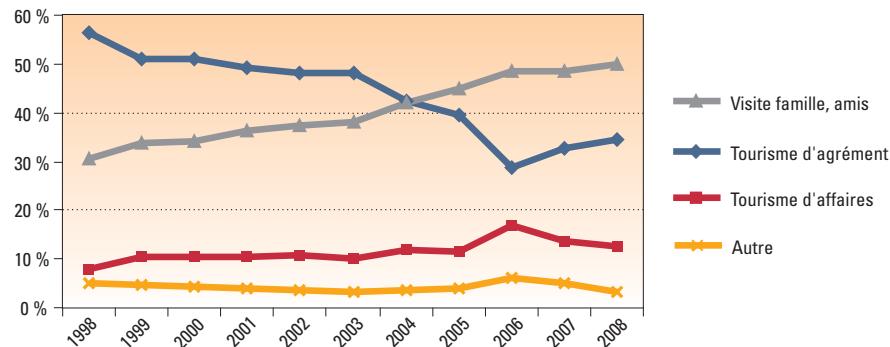
sent le plus en hébergement, en restaurant et en location de voiture.

Les dépenses totales des touristes ont augmenté de 4,5 %, proportionnellement donc à la fréquentation. Ce gain a profité particulièrement aux dépenses de loisirs et d'excursion, même si l'hébergement et la restauration demeurent les deux postes de dépenses les plus importants (57% des dépenses des personnes ne logeant pas chez des proches).

Du fait de l'allongement moyen du séjour (17,3 jours, soit un jour de plus qu'en 2007), les dépenses par jour et par personne s'établissent à 44,5 €, un montant inférieur à celui de 2007 (47 €). Ce montant demeure toutefois dans la moyenne des dépenses réalisées par les touristes avant la crise du chikungunya. ♦

Cédric PLANCHAT
Insee Réunion

Répartition des touristes selon l'objet de leur voyage



Source : enquête flux touristiques - Insee, IRT

L es vicissitudes de l'hôtellerie

En 2008, la fréquentation de l'hôtellerie classée reste globalement stable par rapport à l'année précédente mais les deux semestres ont connu des évolutions divergentes. Par rapport à 2007, le nombre de nuitées a progressé de près de 12 % au premier semestre, tandis qu'il chutait de près de 8 % au deuxième semestre. L'affluence a été particulièrement forte dans les hôtels au mois de mai, mais ils ont été boudés en juillet, août, novembre et décembre, périodes traditionnelles de forte fréquentation.

La capacité d'accueil des hôtels a encore légèrement diminué en 2008, comme en 2007, accentuant la réduction du parc hôtelier intervenue pendant la crise de 2006. En moyenne 2 100 chambres étaient disponibles chaque jour dans les hôtels classés en 2008, soit 30 % de moins qu'en 2005. Dans ce parc réduit, le taux d'occupation des chambres progresse légèrement, passant de 58,4 % en 2007 à 59,1 % et se rapproche de celui de 2005 (60,1 %).

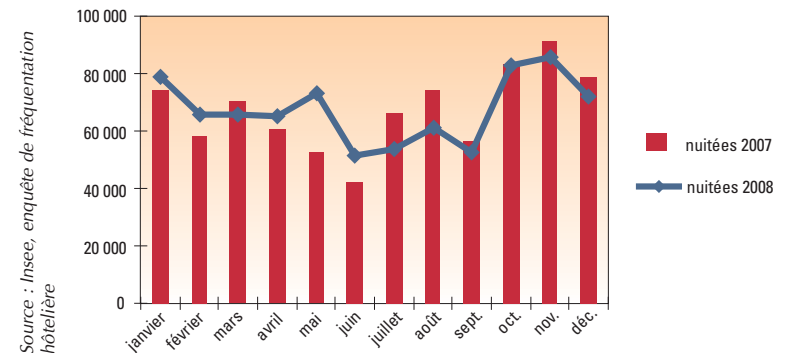
La catégorie des hôtels 3 étoiles, qui offre la moitié des chambres, a diminué ses capacités en 2007 (- 4,5 %) et sa fréquentation a

légèrement diminué (- 0,9 %). En revanche, la capacité des hôtels 4 étoiles a légèrement augmenté par rapport à 2007 (+ 2,6 %) et leur fréquentation est demeurée stable par rapport à l'année précédente. Malgré une diminution de leur capacité d'accueil de près de 7,2 %, les hôtels de 0 à 2 étoiles sont les seuls à avoir connu une augmentation significative de leur fréquentation (+ 5,3 %).

La région Sud a connu un développement assez important en enregistrant une hausse de près de 15 % du nombre de nuitées ; sa capacité hôtelière a néanmoins reculé de 3 % pour atteindre 540 chambres par jour. La capacité et la fréquentation hôtelière des régions Nord-Est et Ouest ont diminué simultanément. La région Nord-Est a offert 540 chambres en moyenne par jour (- 4 %) tandis que la région Ouest a proposé 1 020 chambres par jour (- 4,6 %). La fréquentation hôtelière a diminué de 6,9 % dans la région Nord-Est par rapport à 2007 et de 1,3 % pour la région Ouest. ♦

Cédric PLANCHAT
Insee Réunion

Nuitées mensuelles en 2007 et 2008



Source : Insee, enquête de fréquentation hôtelière



La hausse de la valeur de la production compense à peine celle des intrants

Estimée à 372 millions d'euros, la valeur de la production agricole totale augmente de 11,4 % en 2008 par rapport à 2007 qui fut une mauvaise année. Cette hausse est surtout liée aux filières végétales, en progression de plus de 13 millions d'euros pour la canne et de près de 7 millions d'euros pour les fruits et légumes. À ces résultats s'ajoutent ceux des filières animales dont la valeur progresse d'un peu plus de 3 millions d'euros malgré la baisse des quantités produites.

Mais la hausse de la valeur de la production agricole ne compense qu'en partie celle des consommations intermédiaires ; ainsi, au final, le résultat agricole est en légère baisse.

Trois postes de grandeur comparable constituent l'essentiel de la valeur de la production agricole réunionnaise. En 2008, les fruits et légumes tiennent le premier rang avec 127 millions d'euros, les produits de l'élevage viennent ensuite avec

110 millions d'euros, devançant la canne à sucre (103 millions d'euros).

Pour les filières végétales, l'année 2008 est meilleure que 2007, marquée par le cyclone Gamède, l'éruption du Piton de la Fournaise et par des déficits hydriques. Les rendements sont plutôt bons pour les fruits et les légumes qui ont bénéficié des bonnes conditions climatiques. En revanche, les prix de vente ont baissé de 7 à 9 % sur le marché de gros de Saint-Pierre. Quant à la campagne cannière, elle est dans la moyenne, avec 1,77 millions de tonnes récoltées pour une richesse cumulée finale en sucre de 14.

Une année assez difficile pour les filières animales

Pour les filières animales, l'année 2008 a été difficile et on observe un recul des productions de viande et de lait et une baisse de la consommation de viande. La valeur des productions est malgré tout en hausse grâce à l'élévation des prix.

Dans la filière bovin viande, les abattages ont légèrement baissé (- 5 %), ainsi que la consommation qui a diminué de 170 tonnes

équivalent carcasse¹. La baisse de la demande pourrait être imputée à la hausse des prix de la viande de bœuf, elle-même liée aux fortes élévations des prix des matières premières (aliments du bétail et engrais).

La filière viande porcine a vu sa production se contracter d'environ 800 tonnes. L'année 2008 a été caractérisée par une sous-production en viande porcine avec pour conséquence des abattages d'animaux plus jeunes et moins lourds. Là encore, la hausse des matières premières s'est répercutée sur celle des prix de vente. Mais depuis octobre 2008, la situation s'inverse car les cours des matières premières s'abaissent. Même si la hausse de prix a été limitée par le jeu de l'interprofession, elle a eu des conséquences négatives sur la consommation qui s'est rétractée de 6 %. La viande de porc demeure cependant la plus consommée sur l'île (30 kg/hab./an).

La collecte de lait a diminué de 5,6 % (22,7 millions de litres) malgré une productivité accrue des élevages (6 150 litres par vache laitière en moyenne). En effet, la taille des troupeaux et le cheptel de vaches laitières se sont réduits. La hausse des cours de l'engrais et de l'aliment (poudre de lait pour les veaux...) a entraîné une hausse du prix du lait qui a parfois pu conduire à un arrêt de production de certains éleveurs face aux difficultés économiques rencontrées. En revanche, la production de fromage réunionnais est en croissance (+ 8,8 % en volume en 2008).

Les abattages de volaille ont également légèrement baissé en 2008 (90 tonnes équivalent carcasse en moins). Ici encore, la



Les abattages de bovins, comme la collecte de lait, ont diminué en 2008.

¹ Pour le gros bétail, la production de viande est exprimée en "tonne équivalent carcasse de viande nette produite". Elle se compose :

- * des abattages contrôlés par les abattoirs
- * des abattages estimés à la ferme
- * du solde des importations - exportations en animaux vivants destinés à l'abattage immédiat.

hausse du prix des aliments (40 %) a dû être répercutée en partie sur le prix final (de l'ordre de 7 %). Les importations de poulets congelés ont progressé de plus de 4 %.

Légère baisse du résultat agricole

Globalement, les consommations intermédiaires (intrants agricoles, énergie, etc.) sont en très forte hausse en 2008 : + 16,5 %, ce qui correspond à + 25,6 millions d'euros. Elles atteignent désormais 181 millions d'euros, soit 48 % du montant total des productions agricoles. Cette valeur n'avait encore jamais été atteinte jusqu'ici. Les hausses sont particulièrement impor-

tantes pour les aliments pour animaux (+ 32 %), l'engrais (+ 31 %), les produits pétroliers (+ 8,8 %), etc. Les prix sont cependant repartis à la baisse, suite à la crise financière mondiale et à ses répercussions sur la demande.

Les subventions d'exploitation ont été moins élevées qu'en 2007 compte tenu de l'absence de calamités agricoles en 2008. Au final, la valeur ajoutée brute 2008 atteint 195 millions d'euros et le résultat agricole baisse légèrement (- 1 %) pour atteindre 194 millions d'euros (chiffre provisoire) contre 196 millions d'euros en 2007. ♦

Richard FEUILLADE
DAF Réunion

Les indicateurs de revenus agricoles

	La Réunion				France métropolitaine 2006
	2000	2006	2007	2008*	
Résultat agricole par exploitation (euros)	22 589	29 789	27 683	27 714	41 374
Résultat agricole par hectare de S.A.U. (euros)	4 792	4 852	4 454	4 399	757
Résultat agricole par U.T.A.** (euros)	17 024	19 905	17 824	17 636	26 757
Nombre d'exploitations	9 270	7 150	7 079	7 000	540 000
U.T.A. totales	12 300	10 700	10 995	11 000	835 000

Source : Agreste

* chiffres provisoires

** Unité de Travail Annuel des exploitants, coexploitants et autres actifs familiaux.

Les indicateurs de revenus agricoles sont globalement stables en 2008 : le résultat agricole par exploitation atteint 27 714 €, le résultat par hectare s'affiche à 4 399 €, et le résultat par unité de travail annuel des exploitants, coexploitants et autres actifs familiaux correspond à 17 636 €. Cette unité de travail annuel équivaut à un actif occupé à plein temps toute l'année, les actifs non permanents ou à temps partiel étant convertis en équivalent UTA. En 2008, le nombre de ces UTA est de 8 900, si l'on y ajoute les salariés, permanents ou temporaires, le nombre d'UTA totales est de 11 000.



L

La croissance du BTP stoppée en fin d'année

Sur l'ensemble de l'année 2008, le secteur du BTP a dépassé son précédent record en termes de chiffre d'affaires annuel, surfant sur l'investissement privé et les grands chantiers de la commande publique. Mais l'analyse détaillée met en évidence une rupture de croissance au second semestre : le plafond semble avoir été atteint dès le troisième trimestre et la dynamique de l'activité s'est enrayée à la fin de l'année.

Au milieu de l'année, l'inquiétude fait son apparition et les professionnels sonnent l'alerte dans les premiers soubresauts de la crise économique mondiale. Alors que les établissements bancaires resserrent leurs conditions de crédits, les collectivités se réunissent en cellule de crise et l'État prépare son plan de relance. Au dernier trimestre, les premiers touchés sont les terrassiers dont l'activité cesse au fur et à mesure de l'achèvement des travaux et en l'absence de renouvellement des gros chantiers.

Deux évènements déclencheurs

- En mars 2008 les élections municipales ont profondément modifié le paysage politique local, avec pour effet la suspension de nombreux projets d'envergure (station d'épuration de la Cinor, Zénith, Pôle Océan...) et le décalage d'ouvertures de chantiers.
- Parallèlement les discussions autour du projet de loi-programme pour l'Outre-mer ont remis en cause la défiscalisation des logements intermédiaires et libres et provoqué un certain attentisme des investisseurs.

Encore une légère croissance du chiffre d'affaires annuel

Au final, l'année 2008 se solde par une croissance modérée du chiffre d'affaires du BTP. Après traitement des différentes données, la production estimée se situe autour 2,13 milliards d'euros au lieu de 2,05 milliards en 2007. Cette évolution, régulière depuis 2002, corrobore celle des effectifs salariés tout en améliorant la productivité apparente des salariés de la branche.

Les professionnels des travaux publics ont encore trouvé matière à leur activité sur les gros chantiers routiers (route des Tamarins) ou de génie civil (extension du Port Est, irrigation du littoral Ouest).

En matière de logements, la promotion privée est restée le principal moteur de l'activité, malgré les incertitudes sur la défiscalisation et la remontée des taux d'intérêts bancaires. En revanche, les bailleurs sociaux peinent toujours à lancer leurs opérations. La production de logements sociaux est en plein marasme et demeure éloignée des exigences de la demande.

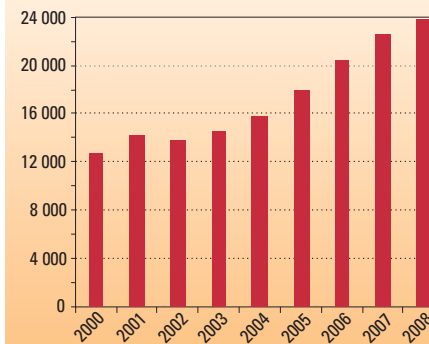
Les constructions non résidentielles sont soutenues par les nombreux programmes publics relatifs à l'enseignement, la santé et la justice. Les projets privés prennent également une place importante grâce à l'immobilier de bureaux, les commerces et les bâtiments industriels.

Retournement des indicateurs

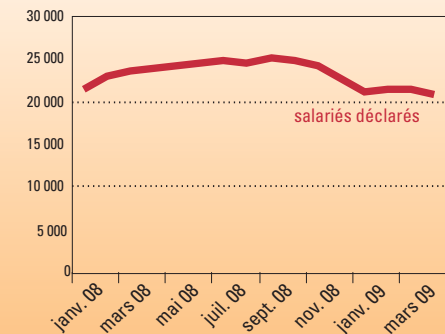
Cette activité soutenue a encore généré d'importants besoins en main d'œuvre. L'effectif salarié moyen enregistré dans l'année par la Caisse des congés payés est

Évolution des effectifs salariés déclarés à la CCPBTP*

moyennes annuelles depuis l'an 2000



effectifs mensuels depuis janvier 2008



Source : * Caisse de congés payés du bâtiment et des travaux publics

de 23 900, en hausse de 6 % par rapport à 2007. Toutefois, après avoir frôlé les 25 000 salariés en septembre 2008, l'effectif se situe en fin d'année légèrement en dessous du niveau de la fin 2007.

Sur l'ensemble de l'année, la consommation de ciment est inférieure aux prévisions. Avec 583 500 tonnes en 2008, elle a diminué de près de 6 %, essentiellement en raison d'un ralentissement des ventes en vrac. L'achèvement des principaux ouvrages d'art de la route des Tamarins a fortement diminué la demande qui n'a pas été compensée par les réalisations immobilières (logements collectifs et locaux non résidentiels).

Du côté des ventes de sacs, la tendance est en légère baisse par rapport aux années précédentes. L'utilisation des sacs représente notamment l'activité des artisans, dans les constructions individuelles et les petits travaux de maçonnerie. ♦

Frédéric LORION, CERBTP
 Jean-Luc ROUSSELOT, DDE

Des coûts de construction toujours en hausse

L'expansion de l'activité économique du BTP s'accompagne d'une importante hausse des coûts de construction, mesurés par les index¹ de prix bâtiment (BTR 01) et travaux publics locaux (TPR 01).

En décembre 2008, les valeurs publiées atteignent :

- * 136,8 pour l'index BTR 01, soit 6,8% de plus sur 12 mois.
- * 188,3 pour l'index TPR 01, soit 11,3% de plus en un an.

Ces progressions correspondent à l'évolution des salaires, des prix des matériels et des matériaux.

¹ Ces index locaux sont calculés par la DDE sur base 100 en mars 2004 pour les premiers et janvier 1995 pour les seconds.

La chute de la commande publique en BTP pourrait coûter 2 points de croissance en 2009

Des travaux publics de grande envergure sont en cours d'achèvement ou vont s'achever en 2009 (au premier rang desquels la route des Tamarins). De plus, des projets de constructions publiques (Zénith, pôle Océan...) ont subi des abandons ou des reports. Au total, d'après les estimations de l'ledom et de la CERBTP**, la baisse de la commande publique dans le BTP hors logements sociaux s'élèverait à 325 millions d'euros en 2009 par rapport à 2008 (- 36 %). Si le ralentissement se confirmait, l'activité dans les travaux publics pourrait retrouver un niveau proche de 2005, date de début du dernier cycle de grands travaux.

Les estimations de la baisse de la commande publique doivent néanmoins être considérées avec prudence. La mobilisation des donneurs d'ordre publics (État, Région, Département, communes et structures intercommunales), en particulier au travers du plan de relance de l'État, devrait en effet se traduire par une accélération du lancement de nouveaux chantiers, mais également de la réalisation des chantiers déjà en cours. Compte tenu des délais de démarrage effectif, le lancement de

Impact de la baisse de la commande publique en BTP sur les grands agrégats

	Scénario central : maintien de 66 % des revenus
PIB	- 2,0 %
FBCF*	- 8,4 %
Consommations intermédiaires	- 2,9 %
Consommation des ménages	- 0,6 %
Masse salariale	- 1,7 %
Production	- 2,4 %
Imports	- 1,7 %

Source : Insee, comptes rapides.

* FBCF : Formation brute de capital fixe : notion de comptabilité nationale correspondant aux investissements.

** cellule économique régionale du BTP.

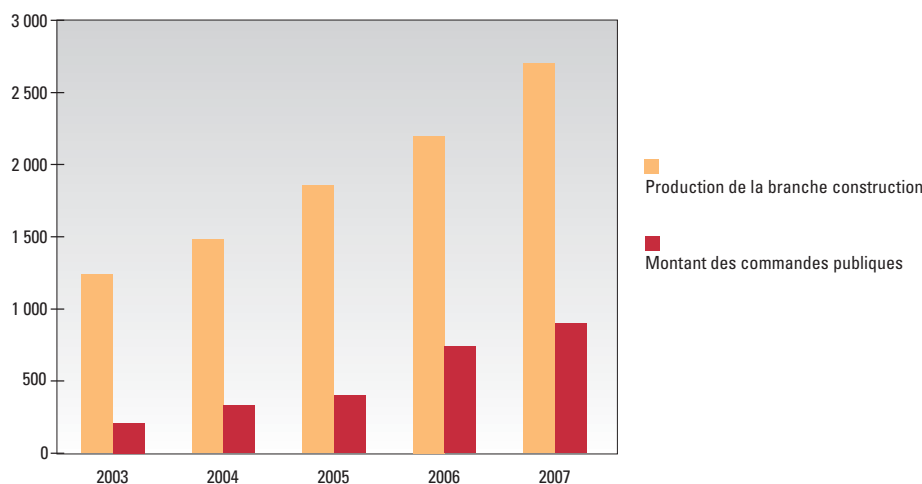




BTP

BTP

Évolution parallèle des commandes publiques et de la production de la branche construction (en millions d'euros)



Sources : Production construction : Insee, comptes définitifs (2003-2005), comptes rapides (2006-2007)
Montant des commandes publiques : ledom.

nouveaux chantiers pourra difficilement inverser de façon significative la tendance prévue pour 2009.

Des simulations ont été réalisées pour mesurer l'impact de cette baisse de la commande publique sur l'ensemble de l'économie réunionnaise en 2009. L'onde de choc provoquée par la baisse d'activité dans le BTP se transmet à l'ensemble de l'économie par deux canaux :

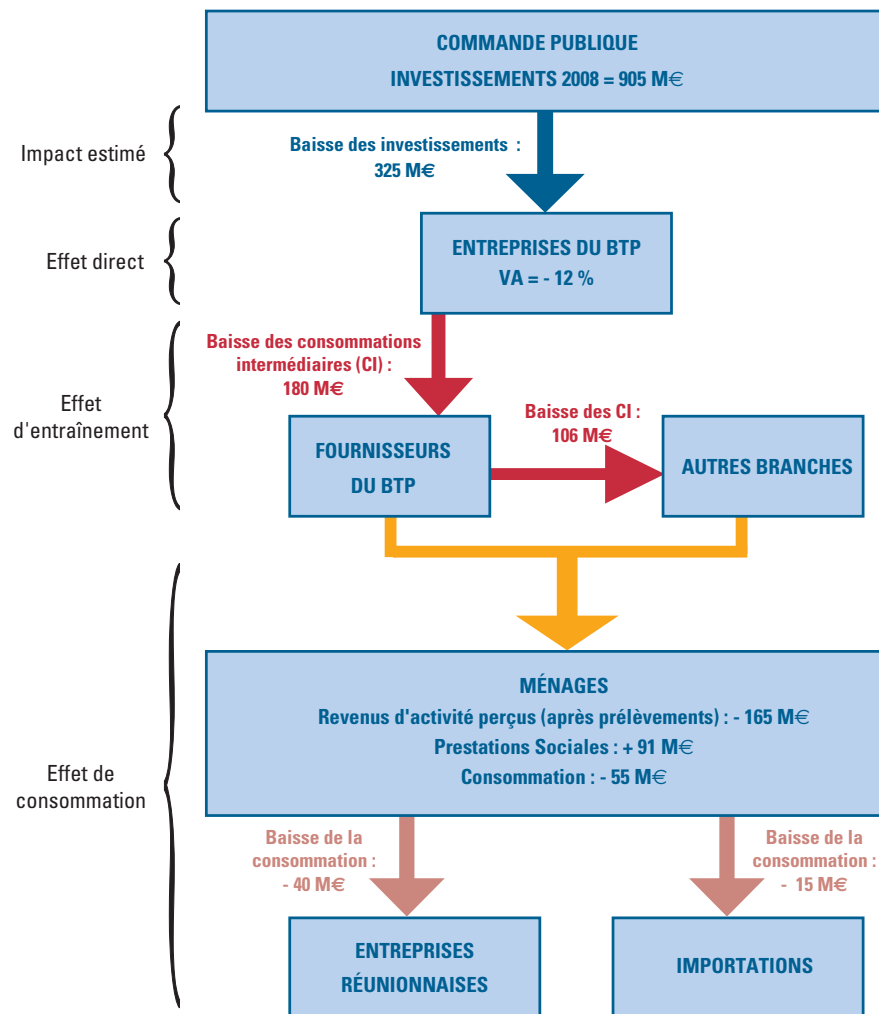
- Les entreprises de construction, touchées par la baisse d'activité, réduisent leurs achats de consommations intermédiaires à destination de leurs fournisseurs. Ces derniers sont contraints, à leur tour, de réduire leur production, et donc leurs consommations intermédiaires, entraînant un effet en cascade.

- Du fait de la baisse de leurs revenus, conséquence des pertes d'emploi, les ménages consomment moins. La réduction de la demande adressée aux producteurs concernés pousse ces derniers à réduire également leur masse salariale, amplifiant l'effet de la baisse des revenus.

La chute de la commande publique dans le BTP entraîne une baisse de la production de l'ensemble des branches de 550 millions d'euros (- 2,4 %), 225 millions d'euros de plus que l'effet initial. L'activité économique, mesurée par le PIB, est ainsi en retrait de 2 %, soit près de la moitié de la croissance enregistrée en 2007.

Comme 60 % des investissements de La Réunion sont réalisés dans la construction, la baisse des commandes publiques en BTP fait baisser l'investissement de 8,4 %. Du fait

L'effet en cascade de la baisse des commandes publiques sur l'économie de La Réunion



Les simulations ont été réalisées à l'aide de la maquette de l'économie de La Réunion qui est à la base des comptes rapides et en particulier des comptes 2008.

Scénario central : 325 millions d'euros de baisse des investissements dans la construction, 66 % de maintien des revenus des ménages.



BTP

BTP

Nombre d'emplois menacés en fonction des scénarios d'évolution du revenu des ménages touchés par la baisse d'activité

Branches	50 % de revenus de remplacement	66 % de revenus de remplacement	80 % de revenus de remplacement
Construction	2 400	2 400	2 400
Autres branches	1 700	1 500	1 200
TOTAL	4 100	3 900	3 600

Source : Effectifs : Insee-Clap 2006
VA : Insee - comptes rapides

Lecture : Dans le scénario central, le nombre d'emplois détruits dans les branches autres que la construction serait de 1 500.

du repli de la consommation des ménages et de la commande des entreprises, les importations baissent de 1,7 %, limitant ainsi l'effet sur le PIB.

La baisse de la construction et des consommations intermédiaires coûte 1,6 point de croissance

Le secteur du BTP a un effet d'entraînement important sur le reste de l'économie réunionnaise. Pour produire, il doit acheter l'équivalent de 50 % de la valeur de sa production à d'autres entreprises sous forme de consommations intermédiaires. Ce niveau élevé explique l'ampleur de la diffusion aux autres branches de l'économie de La Réunion. Sous ce seul effet d'entraînement, les consommations intermédiaires décroissent de 2,9 %. Ajoutée à la baisse d'investissement initial dans la construction, la réduction d'activité dans les autres branches réduit le PIB de 1,6 %.

Les branches les plus touchées sont les industries de produits minéraux, dépendantes à 60 % des achats de la branche cons-

truction. Leur valeur ajoutée baisse de 9,1 %. Les autres industries de biens intermédiaires se replient de 4,3 %. Le secteur du BTP étant fortement utilisateur d'emplois par intérim, l'activité des entreprises de services aux entreprises recule de 2,0 %.

La réduction du revenu des ménages entraîne une baisse supplémentaire de 0,4 % point

La baisse de la valeur ajoutée des entreprises entraîne la baisse de la masse salariale de 1,7 %. Dans le scénario central où la chute des salaires est compensée à 66 % par la hausse des allocations chômage et des prestations sociales, la réduction de la consommation des ménages est de 0,6 %, contre une baisse de 1,8 % si ces mesures n'existaient pas. Toutes choses égales par ailleurs, la consommation fléchit dans la même proportion. L'impact sur le PIB est de - 0,4 %. Les secteurs les plus touchés sont ceux liés à l'alimentation : production de viande et de lait, la pêche et, à un degré moindre, les autres industries agroalimentaires.

Près de 4 000 emplois menacés

L'emploi pâtira de cette baisse d'activité sans que l'on puisse le mesurer précisément. L'ajustement des effectifs à l'activité n'est pas mécanique surtout si les entrepreneurs anticipent une reprise des travaux publics en 2010 (tram-train...).

En supposant que les chefs d'entreprises réduisent leurs effectifs salariés en proportion de la baisse d'activité, la baisse du nombre d'emplois serait d'environ 3 900 dont 2 400 dans la construction et 1 500 dans les autres branches. Sans revenus de remplacement, 700 emplois supplémen-

taires seraient menacés, notamment sur les activités à faible valeur ajoutée par salarié (commerce, services aux entreprises).

Enfin, il est utile de souligner qu'une part importante des effectifs du BTP concerne le bâtiment et notamment les constructions privées qui ne sont pas étudiés dans cette note. Leur évolution sera déterminante en 2009. ♦

Samuel DEHEEGER
Insee Réunion

Un scénario central et deux variantes

La baisse de l'activité dans les travaux publics est relativement prévisible, du fait de l'inertie liée à cette activité et notamment à la nécessité d'études préalables, de contraintes juridiques... La baisse de revenus des ménages entraînée par cette baisse d'activité est plus sujette à caution. Les salariés ayant perdu leur emploi bénéficieront de revenus de remplacement (allocations de chômage...). Des études ont été menées en métropole pour estimer la baisse de revenu des personnes dans cette situation. En moyenne, leurs revenus chutent d'un tiers, ce qui constitue l'hypothèse du scénario central¹.

Afin de consolider les résultats, deux variantes encadrant cette hypothèse ont été étudiées : la première se base sur une baisse de 50 % des revenus des

personnes ayant perdu leur emploi, la deuxième sur une baisse de 20 %. Les conséquences macro-économiques de ces deux variantes sont limitées : plus ou moins 0,1 point en ce qui concerne l'ensemble de la masse salariale distribuée par rapport au scénario central ainsi que sur le PIB.

Le ralentissement économique a d'autres effets sur le comportement des ménages. Certains auteurs estiment que l'incertitude pousse les ménages à épargner, d'autres soulignent au contraire qu'ils puisent dans leur épargne pour maintenir leur niveau de vie en cas de baisse de leurs salaires. La solution retenue a été de garder le taux d'épargne et la répartition budgétaire des ménages stable dans tous les scénarios.

¹ Voir sur ce sujet l'article de Pascale Breuil-Genier, paru au numéro 348, d'économie et statistiques, Variations des revenus individuels entre périodes de chômage et d'emploi consultable à l'adresse suivante :
<http://www.insee.fr/fr/themes/document.asp?reg id=0&id=739>

Troisième année de croissance supérieure à 5 %

En 2008 et pour la troisième année consécutive, l'économie mauricienne a enregistré une croissance supérieure à 5 %. En effet, le taux de croissance du produit intérieur brut (PIB) en monnaie constante, est estimé à 5,3 % en 2008, après 5,4 % en 2007 et 5,1 % en 2006. Le PIB, au prix du marché, s'élève à 265 milliards de roupies en 2008 comparé à 235 milliards en 2007 alors que le PIB par habitant augmente de 11,7 %, passant de 186 796 roupies à 208 570 roupies (soit + 4,3 % en monnaie constante).

Les dépenses de consommation des ménages, composante principale du PIB, ont accéléré à nouveau en 2008. Elles enregistrent une croissance de 7,0 % comparée à 4,5 % en 2007. Quant aux dépenses de consommation du gouvernement, elles sont à peu près équivalentes (+ 0,7 %) à celles de 2007, suite aux mesures visant à réduire les dépenses publiques.

Ralentissement de l'investissement

L'investissement global a augmenté très faiblement en 2008, signe d'un ralentissement dans le secteur de la construction. La forte croissance de 19,0 % notée en 2006 s'est atténuée en 2007 et 2008 avec un taux de 8,6 % et 3,2 % respectivement. L'investissement privé a continué à progresser, mais à un taux moindre, 9,1 %, après 24,0 % en 2007. Cette croissance de 9,1% est surtout attribuée à la construction de bâtiments destinés aux commerces et bureaux, aux hôtels et autres complexes touristiques. À l'opposé, l'investissement public, en monnaie constante, chute pour la deuxième année consécutive, - 18,0 % après - 24,7 % en 2007. Néanmoins, hors avions, le taux de croissance de l'investissement public enregistre une légère augmentation de 1,8 %, comparé à - 7,4 % en 2007.

Indicateurs macro-économiques de base

Indicateurs		2007	2008
Source : Central Statistics Office	PBI au prix du marché (milliards de roupies)	235,5	264,9
	PIB par habitant (milliers de roupies)	186,8	208,6
	PIB par habitant (€)	4 352	5 012
	Taux de croissance du PIB (%)	5,4	5,3
	Taux de croissance de l'investissement (%)	8,6	3,2
	Taux d'investissement (% PIB)	25,1	24,5
	Taux d'épargne (% PIB)	21,2	16,7
	Solde des échanges extérieurs de biens et services (% PIB) - hors avions	- 9,3	- 14,5
	Déficit budgétaire - juillet à juin (% PIB)	4,3	3,3
	Inflation (%)	8,8	9,7
Taux de chômage (%)	8,5	7,2	



Les ménages mauriciens ont de nouveau augmenté leur consommation en 2008.

Accroissement du déficit du commerce extérieur

En 2008, le solde du commerce extérieur en biens et services a enregistré un déficit de 38,9 milliards de roupies, comparé à 24,3 milliards de roupies en 2007. Cette hausse est due à une augmentation de l'ordre de 16,6 milliards de roupies dans les importations, alors que les exportations augmentaient de 2,1 milliards de roupies seulement.

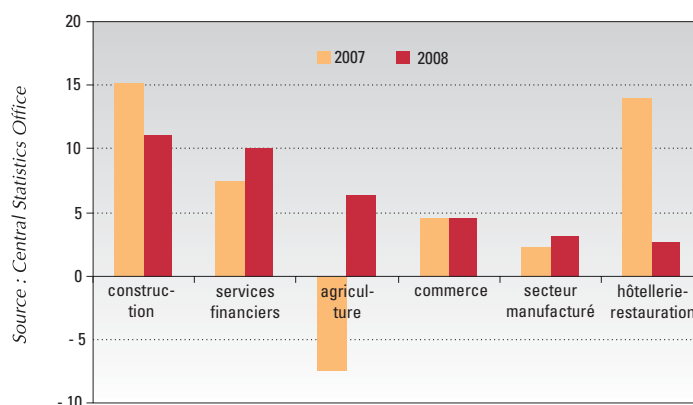
La hausse des importations s'explique par une forte augmentation du prix des produits alimentaires et des carburants. En valeur constante, les importations de biens, ont augmenté de 1,6 %, après une chute de 1,3 % en 2007, alors que les importations en services ont augmenté de 2,5 % comparé à 10,9 % en 2007. Quant aux exportations de biens, elles ont enregistré une croissance de 2,5 % en 2008 après une décroissance de 10,6 % en 2007. Cette performance est surtout due

à un volume supérieur d'exportations des produits de la mer, de l'habillement et du textile en 2008. Par contre, les exportations des services ont ralenti avec seulement 2,6 % de croissance en 2008, contre 23,1 % en 2007, principalement dû à une faible augmentation des recettes générées par le secteur touristique.

La performance des principales branches d'activité

L'année 2008 se démarque par la bonne performance de toutes les branches d'activité. La croissance de 5,3 % du PIB en 2008 est particulièrement attribuée aux secteurs suivant: "Intermédiation financière", "Immobilier, location et activités de services aux entreprises", "Transport, entreposage et communications", "Construction", "Commerce, réparation des véhicules et biens personnels et domestiques" et "Activités de fabrication" de par leurs poids dans le PIB et leurs

Taux de croissance de la valeur ajoutée des principales branches d'activité (%)



croissances en 2008. Ces secteurs ont contribué pour 4,4 points de pourcentage à la hausse de 5,3 % du PIB.

Dans le domaine de la construction, la croissance est demeurée forte grâce aux projets du secteur privé, principalement la construction des complexes commerciaux, des hôtels et autres complexes touristiques. La valeur ajoutée de ce secteur a connu, en monnaie constante, une hausse additionnelle de 11,1 % en 2008, après 15,2 % en 2007.

Les services financiers continuent à progresser à un rythme accéléré, enregistrant une croissance de 10,1 % en 2008, après 7,0 % et 7,5 % en 2006 et 2007 respectivement. Cette forte croissance est en grande partie à attribuer au secteur bancaire qui affiche une croissance de 12,9 % en 2008, après 7,1 % en 2006 et 7,9 % en 2007.

L'activité agricole est repartie en 2008 avec une croissance de 6,4 %, après une décroissance de 7,4 % en 2007. Cette bonne performance est due à des conditions climatiques favorables, surtout à la culture de la canne.

Les activités liées au commerce enregistrent une augmentation de 4,6 % en 2008, légèrement supérieure au taux de 4,5 % de 2007, grâce à la hausse de la consommation des ménages.

Le secteur manufacturier enregistre une hausse de 3,2 % en valeur ajoutée à prix constant, comparé à 2,2 % en 2007. Ce regain d'activités est dû à une bonne performance des établissements engagés dans la manufacture des produits alimentaires et à l'industrie sucrière. Le taux de croissance de ces deux sous-secteurs était estimé à 7,5 % et 3,7 % respectivement en 2008, contre 4,0 % et - 13,6 % en 2007. Par contre, le secteur du textile et de l'habillement a vu ses activités stagner, après une forte croissance de 8,5 % en 2007.

L'hôtellerie et la restauration, autre secteur clé de Maurice, affichent une faible croissance, 2,7 % en 2008, après le taux à deux chiffres de 14,0 % en 2007. ♦

Ratna APPADU
Central Statistics Office



Oi
Mayotte

L'économie mahoraise en évolution rapide

La Collectivité de Mayotte traverse une période d'évolutions majeures et profondes sur les plans institutionnel, économique, politique, environnemental... La transformation des paysages mahorais est rapide : construction du marché et de la nouvelle mairie de Mamoudzou ou de bâtiments scolaires à travers l'île, élévation d'immeubles en défiscalisation dans le quartier des Hauts-Vallons, extension de la zone industrielle de Kawéni et de la zone portuaire de Longoni...

Dynamisée par une croissance endogène forte et des besoins - en infrastructures notamment - importants, Mayotte est encore peu impactée par la crise qui touche l'ensemble de l'économie mondiale depuis le milieu de l'année 2008. Néanmoins, elle en subit indirectement quelques conséquences, comme le ralentissement des constructions en défiscalisation qui affecte le secteur du BTP.

Consommation dynamique dans un contexte inflationniste

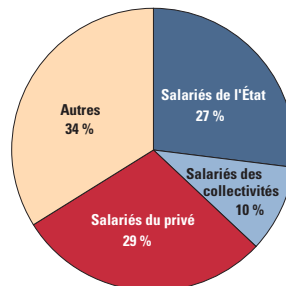
Entre décembre 2007 et décembre 2008, l'indice général des prix à la consommation a augmenté de 5,1 %. Le poste "produits alimentaires et boissons" affiche la progression la plus importante (+ 11 %), avec notamment des hausses de 24 % et 16 % sur les postes "produits frais" et "viandes et volailles". La consommation des ménages est cependant restée dynamique au cours de l'année, portée par une hausse significative du Smig (+ 12,3 % en juillet 2008, après + 17,0 % en juillet 2007), et par un recours accru au crédit à la consommation (+ 20 % sur un an).

Ainsi, les importations de produits alimentaires et de biens d'équipement ménager ont augmenté en 2008 respectivement de 14 % et 9 % en valeur. Toutefois, un net

Prédominance du secteur public

Le secteur public reste le premier employeur de l'île, même si le secteur privé est en pleine expansion. Les secteurs qui ont le plus progressé sur la période récente sont ceux du tertiaire, avec 4 000 emplois créés depuis 2002. L'emploi a particulièrement augmenté dans l'administration publique (+ 1 780 emplois) et dans le secteur "éducation, santé action sociale" (+ 1 750 emplois). La mutation d'une société agricole vers une société de service, perceptible depuis une vingtaine d'années, se confirme donc, même si les "petits-boulots", qui correspondent souvent à de la multiactivité, représentent 15 % de l'emploi total.

Répartition des emplois par statut



Source : Insee, recensement de la population 2007

ralentissement est apparu au dernier trimestre, les importations de biens de consommation diminuant non seulement par rapport au trimestre précédent, mais également par rapport au même trimestre de 2007. Les ventes de véhicules de tourisme accusent également un recul significatif au quatrième trimestre (- 6 % par rapport au troisième trimestre et - 14 % en glissement annuel), même si elles ont progressé de 2,4 % sur l'année.

Ralentissement de l'activité et de l'investissement des entreprises au second semestre

Après un premier semestre 2008 jugé dynamique quant au courant d'affaires, les entrepreneurs interrogés dans le cadre

de l'enquête de conjoncture de l'ledom font état d'une baisse de leur activité au second semestre. Cette baisse d'activité s'accompagne d'une réduction des effectifs employés, d'une dégradation sensible des situations de trésorerie liée en grande partie à l'allongement continu des délais de paiement des clients (publics notamment). Dans le secteur de la construction, les chefs d'entreprises s'inquiètent de l'absence ou du lancement tardif des gros projets de chantiers publics, alors que les besoins à Mayotte sont toujours aussi importants (assainissement, infrastructures, réfection des voiries...). ♦

Matthieu MORANDO

Insee Mayotte

sur la base de la *synthèse du rapport annuel de l'ledom "Mayotte en 2008"*

2009, année de transition sur les plans institutionnels et économiques

- la mise en œuvre du 13^e Contrat de projet entre l'État et le Conseil général de Mayotte, qui prévoit une enveloppe de 550 millions d'euros sur la période 2008-2014 en faveur du développement économique et social durable de l'île, devrait permettre le démarrage ou la poursuite d'importants chantiers, qui viendront relancer la commande publique.
- la validation, après plusieurs années d'attente, du Plan d'Aménagement et de Développement Durable (PADD) devrait débloquer la réalisation de plusieurs projets touristiques, mettant ainsi en valeur le potentiel existant.
- la transition institutionnelle de Mayotte vers le statut de Département et Région d'Outre-mer devra être décidée par une loi organique, prévue courant 2009. Le renouvellement partiel du Conseil général en 2011 marquera alors la transformation de la Collectivité en Département, qui exercera également les compétences d'une Région.
- les élus de Mayotte ont répondu favorablement à l'invitation du Gouvernement d'organiser, au plan local, la tenue des États généraux de l'Outre-mer. Ces États généraux seront l'occasion de proposer au Gouvernement, dans les limites du Pacte pour la Départementalisation, des mesures propres à préparer au mieux et à accompagner l'évolution statutaire de 2011.